

Selon une enquête de la chaîne de télé polonaise, le cardinal Karol Wojtyła était au courant de faits de pédophilie commis par des prêtres de son diocèse de Cracovie.

FANNY DECLERCO

Gréant du XX^e siècle, médiateur, globe-trotteur, rassembleur de foules, charismatique : Jean-Paul II est de ceux qui ont marqué l'histoire. Pour preuve, ses funérailles, après 27 années de pontificat, furent un événement mondial et hors norme, avec près d'un million de personnes réunies devant la basilique Saint-Pierre. Icône dans le monde entier, celui qui fait la fierté des Polonais fut canonisé en 2014 par le pape François, au terme d'une procédure express.

Près de deux décennies après sa mort, une tempête se lève dans le pays d'origine de Karol Wojtyła. Une enquête journalistique diffusée début mars met en cause sa gestion de cas de pédocriminalité : le futur pape polonais aurait été au courant d'actes pédocriminels de prêtres de son diocèse, quand il était évêque de Cracovie, mais il n'y aurait réagi que discrètement, transférant ces derniers d'une paroisse à une autre pour éviter le scandale. Au Vatican, on dénonce de la manipulation et de l'anachronisme.

L'enquête cite des témoignages anonymes et directs relatant des cas de pédophilie de prêtres, dont le futur pape Jean-Paul II aurait eu connaissance, des documents de l'ancienne police secrète communiste de la République populaire de Pologne et quelques rares documents de l'Eglise. De quoi jeter une ombre sur le personnage vingt ans après que plusieurs scandales eurent éclaboussé l'Eglise catholique.

« Un effroyable péché »

Au début des années 2000, c'est le cardinal Ratzinger (le futur pape Benoît XVI) qui convainc un Jean-Paul II malade et affaibli de publier un *proprio motu* clarifiant les procédures en cas d'abus, notamment le fait que ceux-ci doivent toujours être dénoncés à la justice. Bien que l'Eglise maintint sa tradition du secret, Jean Paul II déclara, en 2002, que ces abus sont « considérés à juste titre comme un crime par la société



Abus pédocriminels : ces nouvelles ombres sur Jean-Paul II

« Ce choix de Jean-Paul II de sacraliser la figure du prêtre a eu des conséquences terribles », estime l'experte Christine Pedotti.

© SIMELA PANTARTZI/EPA.

et un effroyable péché aux yeux de Dieu ».

Les révélations des dernières années interrogent sur la connaissance précise qu'avait Jean-Paul II des abus sexuels commis par des prêtres dans l'Eglise, en tant que pape mais aussi comme archevêque. Jusqu'ici, les observateurs justifiaient son silence, voire son déni, par le contexte de l'époque en Pologne, où de telles accusations étaient portées pour ébranler l'autorité de l'Eglise.

« Jean-Paul II fut-il trop lent à réagir ? », s'interroge Bernard Lecomte, journaliste, biographe de Jean Paul II et auteur de *Tous les secrets du Vatican* (éd. Perrin). « Son entourage faisait barrage. Le passé du pape polonais le portait aussi à se méfier de ces accusations : au XX^e siècle, quand la police politique, comme la Gestapo ou le KGB, voulait se débarrasser d'un prêtre devenu gênant, elle l'accusait de pédophilie. » Le refus d'accès aux archives de l'archidiocèse de Cracovie par l'ancien

secrétaire de Karol Wojtyła n'a pas facilité la lumière sur ce sujet.

Pour la « génération Jean-Paul II », celui qui a institué les Journées mondiales de la Jeunesse incarnait l'espoir qu'un monde chrétien redevenait possible et faisait reposer toute sa reconquête sur la figure du prêtre. « Jean-Paul II remet en selle un catholicisme de puissance, en l'appuyant sur une unité doctrinale, réinstalle une puissance centrale à Rome et ses soldats, ce sont les prêtres. Il fait reposer toute sa reconquête sur la figure du prêtre », expose Christine Pedotti, directrice de la revue *Témoignage chrétien* et autrice de biographies de Jean-Paul II.

Alors que les jeunes quittent les séminaires, Jean-Paul II restaure la dimension sacrée du prêtre. Une stratégie qui porte les conséquences que l'on connaît, mettant le catholicisme en grand péril. « Il donne beaucoup de lustre à la figure de prêtre », poursuit Christine Pedotti, « espérant recruter par ce biais. Jean-

Paul II n'a pas voulu voir les abus. Son pontificat a instauré une raison d'Eglise, comme on instaure une raison d'Etat, parce qu'il y avait des enjeux plus grands, soit la reconquête catholique, que ceux liés à ces excès et abus. Ce choix de Jean-Paul II de sacraliser la figure du prêtre a eu des conséquences terribles, que le pape François ne cesse de pointer à travers la dénonciation du cléricalisme. »

Finalement, comme archevêque de Cracovie, Karol Wojtyła a commis ce que la plupart des responsables de l'époque (catholiques, de clubs sportifs, d'école...) ont fait à cette époque. Pour nos interlocuteurs, le problème serait « moyennement grave » si on n'en avait pas fait... un saint. Une canonisation dare-dare qui, déjà à l'époque, avait suscité un certain malaise. « A Rome, on a sans doute pensé que le canoniser rapidement empêcherait de reparler de toutes ces affaires qui fâchent. C'est un peu raté », conclut Christine Pedotti.



Les attaques contre Jean-Paul II font partie des activités du camp libéral-gauchiste qui tentent de forger une nouvelle société

Jaroslaw Kaczynski
chef du PiS

en Pologne Le pouvoir joue la carte politique

PATRICE SENÉCAL
CORRESPONDANT À VARSOVIE

Nous sommes avec vous, père ! » La campagne d'affichage, exhibée ici et là en plein cœur de Varsovie et d'autres villes polonaises, prend, ces derniers jours, un air de croisade. A l'origine du message, l'influent et très à droite hebdomadaire *Gazeta Polska*. Lequel illustre, s'il en est, le caractère hautement sensible de « l'affaire » Jean-Paul II.

Depuis les récentes révélations au sujet du défunt pape polonais, c'est l'onde de choc politique dans la catholique Pologne. Le gouvernement du parti Droit et Justice (PiS), de concert avec l'audiovisuel public, à sa botte, et une poignée d'organes médiatiques épousant son orientation nationale-populiste en font leur nouvelle marotte. Et n'hésitent pas à verser dans la surenchère. Le mot d'ordre : défendre bec et ongles la mémoire du pape polonais face à une opposition accusée, entre autres, de « trahison », qui s'attellerait à une « attaque

contre l'Eglise ».

Dans les rangs du pouvoir national-conservateur, de connivence avec l'épiscopat polonais, nul doute : voilà une offensive « contre la raison d'Etat polonaise », Jean-Paul II étant considéré par beaucoup comme l'un des artisans de la Pologne démocratique. Le 9 mars, sous l'impulsion du PiS, une résolution a ainsi été adoptée à la chambre basse du Parlement polonais en « défense de la réputation de Jean-Paul II », refusant « que soit détruite l'image d'un homme que l'ensemble du monde libre considère comme un pilier de la victoire sur l'empire du mal ». Et le PiS de regretter « une tentative de discréditer Jean-Paul II avec des documents que même les communistes n'ont pas osé utiliser ». Le jour même de la résolution, à Varsovie, le ministère des Affaires étrangères polonaises « invitait », pour ne pas dire « convoquait », l'ambassadeur américain sous prétexte que le documentaire sur Jean-Paul II répondrait aux objectifs d'une « guerre hybride visant à conduire à des divisions dans la société polonaise ». En

cause ? La chaîne TVN, détenue par le groupe américain Warner Brothers Discovery.

Une « puissante campagne de diffamation »

Le chef du PiS, Jaroslaw Kaczynski, a, plus récemment, commenté la controverse, dans une lettre adressée au club des lecteurs de *Gazeta Polska* le 18 mars, déplorant une « puissante campagne de diffamation médiatique coordonnée visant la figure du Polonais le plus marquant de notre histoire ». Or, en lavant de toute culpabilité le sacro-saint pape, d'aucuns y voient une manière pour le PiS de galvaniser sa base qui, conservatrice, se concentre surtout dans les petites villes et petits villages de Pologne. Et ce, alors que se profile le scrutin législatif de l'automne 2023, s'annonçant aussi crucial que serré. Le PiS, qui oscille autour de 30 % dans les intentions de vote, n'a jamais su retrouver la dizaine de points perdus dans les sondages après l'émoi causé par la quasi-interdiction de l'avortement, en octobre 2020. C'est en

mobilisant notamment le thème du pape que le parti au pouvoir a lancé sa campagne électorale, le 10 mars.

Du pain béni pour le PiS ? « Ils essaient bien entendu de situer la campagne sur des questions émotionnelles, en tentant de mobiliser les gens de la campagne, plus âgés », estime pour *Le Soir* Jędrzej Bielecki, journaliste chevronné au quotidien *Rzeczpospolita*. « C'est aussi une manière de faire oublier des sujets qui importent à une bonne partie des Polonais, à commencer par l'inflation » (17 % en février). Une rhétorique de déni qui risque aussi, selon lui, d'accélérer une sécularisation déjà en ordre de marche en Pologne. Mais pour Jaroslaw Kaczynski, « les attaques contre le pape polonais [...] font partie d'un ensemble beaucoup plus vaste, soit les activités du camp libéral-gauchiste qui tentent de forger une nouvelle société ». Et de prévenir : « Il ne faut pas se leurrer : les attaques de ce genre vont s'intensifier [...]. Mais pour pouvoir leur résister efficacement à l'avenir, nous devons gagner les élections. »